



PREFET DE TARN-ET-GARONNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES LIBERTÉS PUBLIQUES
ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES
Bureau des élections et de la police administrative

A.P. n° 82-2016-05-31-003

31.05.2016

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Société Générale de Dragage
et de Concassage**

Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les dispositions de remise en état de la carrière

Le préfet de Tarn-et-Garonne,

Vu le Code Pénal ;

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L.514-2 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011098-0007 du 8 avril 2011 autorisant la société SGDC à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires aux lieux-dits « Ilôts, Larengade et Larche », sur le territoire de la commune de Castelsarrasin ;

Vu la demande de modification des conditions de remise en état présentée le 24 février 2015 par la société SGDC pour sa carrière de matériaux alluvionnaires exploitée aux lieux-dits « Ilôts, Larengade et Larche », sur le territoire de la commune de Castelsarrasin ;

Vu l'avis en date du 4 novembre 2014 de la commune de Castelsarrasin ;

Vu les avis des propriétaires des terrains en date du 18 novembre 2014 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 16 mars 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° AP 82-20160104-011 du 4 janvier 2016 portant délégation de signature de Monsieur Jean-Michel DELVERT, secrétaire général de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

Vu l'avis en date du 11 mai 2016 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en formation spécialisée dite « des carrières », au cours de laquelle l'exploitant a eu la possibilité d'être entendu ;

Vu l'accord du pétitionnaire sur le projet d'arrêté porté à sa connaissance le 17 mai 2016 ;

Considérant que les parcelles n° 488 et n° 489 n'ont pas été extraites ;

Considérant que les installations de traitement, également exploitées par la société SGDC, sont toujours en fonctionnement ;

Considérant que le maintien d'une activité agricole sur les parcelles remises en état et en particulier celles proches du lac ;

Considérant qu'il est nécessaire de maintenir un talus favorisant la nidification des hirondelles de rivage.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

ARRETE

Article 1^{er} : La Société Générale de Dragage et de Concassage (SGDC), dont le siège social est situé au lieu-dit « Belleperche » sur la commune de Castelsarrasin, est autorisée à modifier les dispositions de remise en état de sa carrière de matériaux alluvionnaires située aux lieux-dits « Ilôts, Larengade et Larche », sur le territoire de la commune de Castelsarrasin, dans les conditions fixées à l'article suivant.

L'exploitant est tenu de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011098 - 0007 du 8 avril 2011 susvisé ainsi que les prescriptions complémentaires du présent arrêté.

Article 2 : Les dispositions du paragraphe intitulé « Travaux à réaliser » de l'article 20 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 avril 2011 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

- aménagement de la berge côté nord en pente douce (de l'ordre de 3H/1V) ;
- maintien d'une bande enherbée de 5 mètres entre les parcelles agricoles et la crête de la berge côté est (la crête doit être aménagée de façon à éviter les écoulements d'eau de la parcelle agricole vers le lac) ;
- maintien d'un affichage interdisant l'accès au site ;
- retour de la parcelle, située entre le bras mort de la Garonne et le lac, en zone naturelle.

Le plan de réaménagement final doit respecter le plan de l'annexe 1.

Article 3 : Publication et affichage

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Castelsarrasin, pour y être consultée par tout intéressé.

Le présent arrêté, modifiant les dispositions de remise en état de la carrière, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place le texte des prescriptions. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Article 4 : Délais et voies de recours

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 5 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Maire de la commune de Castelsarrasin, et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la société SGDC.

A Montauban, le **31 MAI 2016**

Le préfet

Pour le Préfet

~~Le Secrétaire Général~~

Jean-Michel DELVERT

1722

ANNEXE 1 : Plan de réaménagement réalisé et modifié

Plan de réaménagement réalisé



